

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

ETAT

MINISTÈRE DES
ARMÉES ET DES
ANCIENS
COMBATTANTS

CONDUCTEUR D'OPERATION :

Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Est (SID SE)

Unité de soutien de l'infrastructure de la défense (USID) de
Montpellier

SERVICE EN CHARGE DU SUIVI DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS :

ANTENNE DU LARZAC

Objet du marché :

AVEYRON (12)

LA CAVALERIE (12290) – CAMP DU LARZAC

FOURNITURE, LIVRAISON ET MONTAGE DE TROIS ABRIS EN BOIS

Sommaire

1	Objet du marché – Dispositions générales.....	3
1.1	Objet du marché.....	3
1.2	Décomposition et forme du marché.....	3
1.3	Durée du marché.....	3
1.4	Prestations intéressant la défense – Obligation de discrétion-Protection des données à caractère personnel.....	3
1.4.1	Dispositions particulières de contrôle d'accès.....	3
1.4.2	Contrôle nominatif.....	3
1.4.3	Tenue et comportement des personnels	4
1.5	Protection de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique	4
2	Pièces constitutives du marché.....	4
2.1	Pièces particulières.....	4
2.2	Pièces générales	5
2.3	Pièces à délivrer au titulaire – Cession ou nantissement de créances.....	5
3	Modalités de règlement – Variation des prix.....	5
3.1	Prix de règlement.....	5
3.1.1	Mois d'établissement des prix du marché.....	5
3.1.2	Décomposition du prix.....	5
3.1.3	Prix de règlement.....	5
3.1.4	Variation des prix.....	5
4	Clauses de financement et de sûreté.....	6
4.1	Retenue de garantie.....	6
4.2	Avance	6
4.3	Modalités de paiement.....	6
4.3.1	Contenu et règle d'envoi des factures.....	6
4.3.2	Délai de paiement.....	7
5	Conditions de livraison.....	7
5.1	Conditions de livraison.....	7
5.2	Lieux, délais de livraison	8
5.2.1	Lieux de livraison	8

5.2.2 Délais de livraison.....	8
6 Garanties.....	9
7 Pénalités	9
7.1 Retard dans le délai d'exécution imputable au titulaire.....	9
7.2 Retard dans le signalement d'une impossibilité de livraison	9
7.3 Pénalités relatives à la traçabilité des déchets	10
8 Résiliation.....	10
9 Règlement des différends.....	10
9.1 Traitement des litiges	10
9.2 Comités consultatifs de règlement amiable des différends	10
9.3 Mission ministérielle PME/PMI	10
9.4 Médiateur des entreprises.....	11
9.5 Contentieux – droit applicable.....	11
10 Dérogations.....	11

Annexes :

Annexe 1 : clauses de sécurité « marché non protégé »

Annexe 2 : Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

1 Objet du marché – Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent la fourniture, la livraison et le montage de trois abris en bois sur le camp du Larzac situé à LA CAVALERIE (12290).

Le site concerné se situe dans le département suivant : AVEYRON (12).

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières.

1.2 Décomposition et forme du marché

Le marché n'est pas alloti.

Le marché n'est pas un marché à tranches.

1.3 Durée du marché

Le délai d'exécution du marché est indiqué à l'article 3 de l'acte d'engagement.

1.4 Prestations intéressant la défense – Obligation de discrétion- Protection des données à caractère personnel

Les prescriptions faisant l'objet du présent C.C.A.P. intéressent la défense ; le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations du chapitre 6 du CCAG FCS.

1.4.1 Dispositions particulières de contrôle d'accès

En raison du plan Vigipirate et pour des raisons de sécurité, chaque personnel de l'entreprise intervenant sur un terrain militaire est susceptible d'être contrôlé par les services de sécurité militaires habilités. En cas d'avis réservé, restreint ou défavorable du contrôle élémentaire de sécurité, le personnel peut se voir refuser l'accès sur les sites militaires sur simple décision du chef de site. Pour des raisons de confidentialité, l'administration militaire n'est pas tenue de justifier sa décision. L'entreprise est tenue de respecter la décision du chef de site et, le cas échéant, de remplacer son personnel sans pouvoir justifier de frais ou délai supplémentaire.

1.4.2 Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant au marché est établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par l'acheteur. Cette liste comporte pour chaque personnel les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, l'acheteur exige à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, est exclu de l'enceinte militaire.

Le titulaire certifie que tous les personnels qu'il emploie dans le cadre de ce marché sont en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

1.4.3 Tenue et comportement des personnels

Tous les personnels intervenants sont identifiables facilement : le nom du prestataire figure de manière apparente sur la tenue vestimentaire en état correct de propreté.

Les personnels ont un comportement exempt de tous reproches et respectent les règles suivantes :

- interdiction de fumer en dehors des zones autorisées ;
- interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- suivi des consignes intérieures de sécurité et sûreté de chaque site militaire.

Chaque intervenant est équipé des équipements de protection individuelle obligatoires (EPI).

1.5 Protection de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de veiller au respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

En application de la réglementation relative aux déchets de chantier, de l'article L.541-2 du code de l'environnement et en complément de l'article 7 du CCAG FCS, le titulaire est contractuellement responsable, au même titre que l'Acheteur, de la gestion des déchets créés par les prestations, jusqu'à valorisation ou élimination. Dans ce cadre, le titulaire assure la gestion et le suivi de l'ensemble des déchets produits par la prestation.

A ce titre, l'Acheteur impose au Titulaire la **dématérialisation des bordereaux de suivi des déchets** issus du présent marché, qu'ils soient dangereux, polluants organiques persistants (POP) ou non dangereux, pour en assurer la traçabilité. Les modalités de réalisation sont précisées au sein du CCTP.

2 Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives du marché sont, en cas de contradiction, par ordre de priorité, les suivantes :

2.1 Pièces particulières

- 1) l'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles ;
- 2) le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes ;
- 3) le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes ;

Les exemplaires originaux conservés dans les archives l'acheteur font seuls foi. En cas de contradiction entre la pièce principale et son annexe, la pièce principale prévaut. En cas de contradiction entre deux annexes, l'annexe dont le numéro est le moins élevé prévaut.

2.2 Pièces générales

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par arrêté du 30/03/2021 (JO du 01 avril 2021) et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

2.3 Pièces à délivrer au titulaire – Cession ou nantissement de créances

Par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG FCS, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant le marché et des pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

3 Modalités de règlement – Variation des prix

3.1 Prix de règlement

3.1.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés être établis aux conditions économiques en vigueur du mois de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du règlement de consultation.

Ce mois est appelé « mois zéro » (m0).

3.1.2 Décomposition du prix

Le prix est déterminé conformément à celui figurant sur la décomposition du prix global forfaitaire.

3.1.3 Prix de règlement

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres indiquée en annexe de l'Acte d'Engagement remise à la notification du marché.

Ce mois est appelé "mois zéro" : m0.

Les prix seront réputés tenir compte des impôts et taxes en vigueur au mois zéro. La T.V.A. sera facturée selon les conditions légales en vigueur.

3.1.4 Variation des prix

Les prix sont fermes actualisables.

La révision est effectuée par application de la formule :

$$P_1 = P_0 \left[0.125 + 0.875 \times \frac{FSD1_{n-4}}{FSD1_0} \right]$$

Avec P_i le prix révisé ;

P_0 le prix initial inscrit au marché (en prix de base) ;

$FSD1_0$ est la valeur de l'indice de correction des frais et services divers, valeur pour le mois zéro défini à l'article 3.1.3 ci-avant ;

$FSD1_{n-4}$ est la valeur de l'indice de correction des frais et services divers, valeur pour le mois n de la révision moins 4 mois.

L'indice est publié à l'INSEE, site www.insee.fr ainsi qu'au Moniteur des Travaux publics et du Bâtiment.

4 Clauses de financement et de sûreté

4.1 Retenue de garantie

Sans objet.

4.2 Avance

Une avance est versée au titulaire, sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement, dans les conditions des articles R.2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG-FCS, le taux de l'avance est fixé dans l'acte d'engagement.

Le remboursement de cette avance s'effectue dans les conditions prévues à l'article R.2191-19 du Code de la Commande Publique.

4.3 Modalités de paiement

4.3.1 Contenu et règle d'envoi des factures

Par dérogation à l'article 11.5 du CCAG FCS, le règlement du marché pourra faire l'objet :

- Soit d'un paiement unique
- Soit de paiements partiels qui pourront avoir une maximale mensuelle.

Le règlement se fait sur présentation d'une (s) facture (s) détaillée (s).

Après exécution des prestations et certification du service fait valant admission des prestations, le titulaire transmet la facture correspondante. Les factures détaillées porteront obligatoirement les mentions suivantes :

Code SE : D10711F069

N° d'engagement juridique, n° marché

Nom ou raison sociale et adresse complète

Numéro de SIRET ou SIREN

Références bancaires (à défaut joindre un RIB ou RIP au format SEPA)

Numéro et date de la facture

Quantités, prix d'unités, montant HT, TVA et montant TTC

Le montant de la facture est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur au jour du fait générateur de la taxe.

L'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 modifiée relative au développement de la facturation électronique, rend obligatoire le dépôt des factures sur le portail Chorus pro*

A défaut, les factures sont réputées non parvenues dans les services de l'Etat conformément au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016.

*Les informations utiles à la mise en œuvre de ces procédures sont disponibles sur le site : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Modalités de dépôt de la facture :

- La facture est déposée sur l'onglet « factures émises/dépôt factures »
- Vérifier et corriger si besoin les données qui se sont incrémentées
- A la question « le destinataire est-il l'Etat ? », cochez OUI,
- Le SIRET s'incrémente automatiquement,
- Entrer le code service D10711F069
- Valider

Les modalités relatives aux intérêts moratoires sont fixées aux articles L.2192-13, L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-36 du CCP.

4.3.2 Délai de paiement

Conformément au code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur ou à compter de la date d'admission des prestations si la date de réception de la demande de paiement est antérieure.

5 Conditions de livraison

5.1 Conditions de livraison

Tous les personnels doivent être munis d'un laissez-passer remis par l'Acheteur. Ils devront se conformer à la procédure d'obtention des laissez-passer.

Ces laissez-passer sont susceptibles de comporter une photographie du personnel concerné, des renseignements sur sa carte d'identité ou son titre de travail s'il est étranger.

Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer sont à restituer dès la fin des prestations.

La livraison des fournitures objet du présent marché s'entend jusqu'au point de déchargement défini par l'entité, généralement situé à l'intérieur d'un site à accès contrôlé.

L'emballage des fournitures devra être réalisé dans les conditions telles que tout risque de détérioration au cours du transport et des manipulations soit évité.

Le titulaire s'engage à :

- Prévoir un conditionnement spécifique pour les produits fragiles ;
- Reprendre ou faire reprendre les produits étant arrivé avec un emballage détérioré ou endommagé

Les prestations dues au titre du présent marché doivent être honorées dans leur totalité selon les délais mentionnés à l'article 1.3 du présent CCAP. Des livraisons partielles pourront être effectuées, mais ne pourront pas donner lieu à facturation avant livraison complète des fournitures.

5.2 Lieux, délais de livraison

5.2.1 Lieux de livraison

La livraison est à effectuer sur le camp du Larzac – 12290 LA CAVALERIE

Le titulaire ne pourra se prévaloir de toute particularité et/ou de toute difficulté de livraison inhérentes aux spécificités de tout ou partie des sites telles que :

La situation géographique ;

Les conditions d'accès sur sites définies à l'article 1.4.1 ;

Les règlements intérieurs particuliers de certains sites sensibles ;

Les horaires particuliers de travail ;

Dans le cas d'un fonctionnement particulier, les représentants respectifs de ces sites devront préalablement en informer le titulaire.

5.2.2 Délais de livraison

Le délai de livraison est inclus dans le délai d'exécution du marché contractualisé dans l'acte d'engagement.

5.2.2.1 Impossibilité de livraison

Par dérogation à l'article 3.2 du CCAG FCS, si le titulaire rencontre une impossibilité qui ne lui serait pas imputable et qui l'empêcherait de pouvoir livrer tout ou partie des fournitures dans le délai prescrit, il doit en informer le service concerné dans la journée suivant l'ordre de livraison.

Dans le même esprit, si l'impossibilité apparaît durant le délai de livraison, le titulaire doit notifier cette information dès le jour où il prend connaissance de cette impossibilité.

Le transporteur doit informer le service concerné de tout retard de livraison supérieur à 15 minutes.

Dans tous les cas, le titulaire devra présenter à l'administration les preuves justifiant l'impossibilité de livraison dans les délais prévus.

5.2.2.2 Opérations de vérification et d'admission

L'admission est prononcée à l'issue des opérations de vérification. Celle-ci est matérialisée par une décision de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG FCS, l'admission ne prend pas effet en l'absence de décision de l'acheteur. L'admission est prononcée sous réserve de vices cachés.

Si la prestation de service effectuée n'est pas conforme aux stipulations du marché, l'Acheteur peut mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit.

En cas de réfaction, d'ajournement ou de rejet des prestations, les décisions prises sont motivées et notifiées au titulaire par voie dématérialisée avec accusé de réception ou par lettre recommandée avec avis de réception postal.

5.2.2.3 Clauses particulières

En cas d'alerte, quelle que soit la nature (exercice ou réelle), les transporteurs pourront être appelés à quitter les lieux concernés et à se conformer aux instructions des responsables militaires présents.

De même, l'accès à certaines zones pourra leur être temporairement interdit.

Le retard éventuel à la suite de telles alertes n'entraînera aucune pénalité pour le titulaire.

6 Garanties

Les garanties des fournitures acquises s'appliqueront dans les conditions du CCAG/FCS.

7 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

7.1 Retard dans le délai d'exécution imputable au titulaire

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité de :

- **500 € HT** par jour de retard

Les pénalités pour retard sont encourues du simple fait de la constatation du retard par l'Acheteur.

7.2 Retard dans le signalement d'une impossibilité de livraison

Par dérogation aux articles 14.1 du CCAG FCS, la pénalité pour retard dans le signalement d'une impossibilité de livraison dans les conditions définies par le marché et pour des motifs non imputables au titulaire, sera calculée par application de la formule suivante :

$$Ps = Vs \times Rs / 300$$

Ps = montant des pénalités pour retard de signalement,

Vs= valeur HT de(s) l'article (s) impacté (s) par l'impossibilité de livraison

Rs = nombre de jours ouvrés de retard dans le signalement.

7.3 Pénalités relatives à la traçabilité des déchets

En précision de l'article 20.4 du CCAG FCS, en cas de non-respect de l'obligation de dématérialisation de la traçabilité de l'ensemble des déchets prévue à l'article 1.5 du présent CCAP dans les conditions d'exécution décrites à l'article 3.3 du CCTP, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de cent euros hors-taxe (**100 € HT**) par manquement constaté (après un premier rappel à la règle notifié par ordre de service).

8 Résiliation

Les dispositions des article 38 à 43 du CCAG/FCS s'appliquent.

9 Règlement des différends

9.1 Traitement des litiges

Les dispositions de l'article 46 du CCAG s'appliquent, le mémoire en réclamation sera notifié en AR au MOA à l'adresse suivante:

SID Sud-Est /Directeur
SDAEBBC/BLCSG
BP 97243
69347 LYON CEDEX 07

Par dérogation à l'article 46-3 du CCAG FCS, l'acheteur dispose d'un délai de 3 mois pour répondre à la réclamation du titulaire.

Le présent CCAP est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont les seules compétentes pour connaître les litiges.

9.2 Comités consultatifs de règlement amiable des différends

En application du chapitre VII du livre I de la partie II, les parties au présent marché peuvent recourir aux comités consultatifs de règlement amiable.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 (annexe 18 du code de la commande publique), le comité consultatif compétent est celui de Lyon.

9.3 Mission ministérielle PME/PMI

Le ministère des armées dispose d'une structure dédiée aux PME. Le mandataire pourra éventuellement, en complément de l'assistance apportée par l'interlocuteur mentionné sur la

page de garde de l'acte d'engagement, bénéficiaire de l'assistance de cette entité en la contactant aux coordonnées suivantes :

Tél : 01 42 19 84 02 - Courriel : missionministerielle.pme@defense.gouv.fr

9.4 Médiateur des entreprises

En cas de différend concernant l'exécution du marché, il est également possible de saisir le médiateur des entreprises selon les dispositions des articles L. 2197-4, R.2197-23 et 24 du code de la commande publique.

9.5 Contentieux – droit applicable

Le présent marché est soumis au seul droit français. En cas de procédure contentieuse relative au marché la contestation sera portée devant le Tribunal Administratif de Toulouse

10 Dérogations

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS
L'article 2.3 déroge à l'article 4.2.2 du CCAG FCS
L'article 4.2 déroge à l'article 11.1 du CCAG FCS
L'article 4.3.1 déroge à l'article 11.5 du CCAG FCS
L'article 5.2.2.1 déroge à l'article 3.2 du CCAG FCS
L'article 5.2.2.2 déroge à l'article 30.1 du CCAG FCS
L'article 7 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG FCS
L'article 7.1 déroge à l'article 14.1 du CCAG FCS
L'article 7.2 déroge à l'article 14.1 du CCAG FCS
L'article 7.4 déroge à l'article 20.4 du CCAG FCS
L'article 9 déroge à l'article 46.3 du CCAG FCS